



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Afghanistan

Question au Gouvernement n° 3657

Texte de la question

AVENIR DE L'AFGHANISTAN

M. le président. La parole est à Guy Teissier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Guy Teissier. Ma question s'adresse à M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

Il y a quelques jours, M. Zalmaï Rassoul, ministre des affaires étrangères afghan, était en déplacement officiel en France. À l'occasion d'un entretien que j'ai eu avec lui, il a tenu à réitérer les remerciements du gouvernement afghan pour la qualité du travail accompli par les militaires français sur le sol de son pays, et à louer la qualité de la relation diplomatique que vous avez su nouer.

Dans le contexte des prochaines conférences internationales d'Istanbul et de Berlin sur l'Afghanistan, et en vue du retrait des forces de la coalition à l'horizon de 2014, des accords sont en discussion entre ce pays et les principales puissances européennes. Nous savons que nous sommes près du but : la reconstruction des institutions, le développement des infrastructures, le processus de réconciliation nationale et les avancées de l'État de droit concourent à faire naître un grand espoir dans le peuple afghan, un espoir de paix, bien sûr, et de prospérité. Nous avons déjà consenti des investissements importants au profit de ce pays,...

M. Jean-Paul Bacquet. C'est zéro pour le commerce extérieur !

M. Guy Teissier. ...et nos militaires ont accompli des efforts considérables allant jusqu'au sacrifice suprême pour soixante-seize d'entre eux.

Monsieur le ministre d'État, nous avons su faire la guerre ; maintenant, nous devons savoir faire la paix. Dès lors, quels sont les accords que le Gouvernement envisage de conclure et quels sont les moyens qu'il prévoit d'engager pour permettre à ce pays de retrouver le chemin de la paix et de la prospérité ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le président de la commission de la défense, la politique que nous menons en Afghanistan est cohérente ; elle vise des objectifs convergents.

Tout d'abord, ce qu'on appelle la transition, c'est-à-dire le retrait progressif de nos troupes et le transfert de la responsabilité d'assurer la sécurité à l'armée afghane, que nous avons nous-mêmes formée. Ce processus est en cours : 400 hommes ont déjà regagné la France. La Surobi devrait figurer dans la liste des régions prochainement transférées, ce qui nous permettra d'atteindre l'objectif du retrait d'un millier d'hommes fixé par le Président de la République, et de l'ensemble du dispositif avant 2014. Certains nous pressent d'aller plus vite, mais il faut savoir garder son sang-froid et ne pas céder à la panique.

Deuxième objectif : soutenir les autorités afghanes dans leur politique de réconciliation.

Troisième objectif : préparer l'après-2014.

Sur le plan bilatéral, le Président de la République, lors de sa dernière visite à Kaboul, avait proposé au Président Karzaï un traité de coopération. J'ai remis le projet de traité à M. Rassoul, que j'ai rencontré le 26 octobre dernier. Il propose, sur une longue période, une coopération en matière de défense et de sécurité, ainsi que pour le développement des infrastructures, de l'agriculture, du secteur minier, de l'éducation, de la culture et de la santé, dans le cadre d'un programme d'actions quinquennal concret.

Mme Marie-George Buffet. Et les femmes ?

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Par ailleurs, nous agissons sur le plan multilatéral. Lors de la conférence d'Istanbul du 2 novembre dernier, la France a proposé un système de sécurité collective aux voisins de l'Afghanistan ; ce que l'on appelle désormais le processus d'Istanbul est lancé. Et le 2 décembre, à Bonn, l'Union européenne proposera, elle aussi, à l'Afghanistan un accord de coopération globale pour l'accompagner dans sa reconstruction.

La situation reste à l'évidence très difficile. Je veux saluer ici la mémoire du légionnaire Goran Franjkovic, mortellement touché en Kapisa le 14 novembre. Nos soldats assument la mission qui leur a été confiée par le chef de l'État et par le Gouvernement avec compétence et courage. Ils méritent l'admiration et le soutien de la nation tout entière. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC, ainsi que sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Guy Teissier](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (6^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3657

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 17 novembre 2011